



Projet de loi du Conseil d'Etat

Date de dépôt : 20 mai 2026

Projet de loi

modifiant la loi 13223 ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 40 000 000 francs pour financer les investissements en matière d'infrastructures agricoles durables (Réduction du crédit)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modifications

La loi 13223 ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 40 000 000 francs pour financer les investissements en matière d'infrastructures agricoles durables, du 23 juin 2023, est modifiée comme suit :

Intitulé de la loi (nouvelle teneur)

Loi ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 35 900 000 francs pour financer les investissements en matière d'infrastructures agricoles durables

Art. 1 (nouvelle teneur)

Un crédit d'investissement de 35 900 000 francs (y compris TVA et renchérissement) est ouvert au Conseil d'Etat dans le but d'accorder des subventions cantonales d'investissement en vue de financer des infrastructures agricoles durables.

Art. 3 (nouvelle teneur)

Les subventions d'investissement accordées dans le cadre du présent crédit d'investissement s'élèvent à 35 900 000 francs.

Certifié conforme

La chancelière d'Etat : Michèle RIGHETTI-EL ZAYADI

EXPOSÉ DES MOTIFS

La loi 13223 du 23 juin 2023 ouvre un crédit d'investissement de 40 millions de francs destiné à soutenir les infrastructures agricoles durables dans le canton de Genève. Cet instrument constitue un levier central de la politique agricole cantonale, visant à accompagner les exploitations dans l'adaptation de leurs outils de production aux exigences économiques, environnementales et territoriales, tout en contribuant au maintien d'une agriculture locale productive et résiliente.

La filière viticole suisse et genevoise est confrontée à une situation de crise d'une ampleur exceptionnelle. Celle-ci se caractérise notamment par un déséquilibre durable entre l'offre et la demande, des difficultés croissantes d'écoulement de la production, ainsi qu'une pression accrue sur les prix. Cette situation met en péril la viabilité économique de nombreuses exploitations et menace, à court terme, le maintien du vignoble genevois en tant que composante essentielle du patrimoine agricole et paysager du canton.

Dans ce contexte, le Conseil d'Etat a soumis au Grand Conseil plusieurs mesures urgentes, financées par des crédits supplémentaires au budget 2026 en fonctionnement, afin de répondre rapidement à ces enjeux et de préserver le tissu agricole cantonal.

Ces mesures concernent notamment le soutien à la commercialisation des vins genevois par des bons destinés au secteur de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés (HORECA) (600 000 francs)¹, les primes d'arrachage temporaire de vignes accompagnées de la mise en place volontaire de surfaces de promotion de la biodiversité (1 200 000 francs)²,

¹ Loi du 28 août 2025 accordant une aide exceptionnelle afin de soutenir la restauration et la consommation de boissons non alcoolisées et de boissons fermentées genevoises (13674).

<https://ge.ch/grandconseil/data/loisvotee/L13674.pdf>

² Modification du règlement d'application de la loi sur la promotion de l'agriculture, du 7 septembre 2022 (RPromAgr; rs/GE M 2 05.01), du 4 mars 2026 « Réglementation de l'arrachage temporaire des vignes pour 2026 et 2027 ». <https://www.ge.ch/document/communiqu-hebdomadaire-du-conseil-etat-du-4-mars-2026#extrait-42676>

ainsi que les mesures de maintien du vignoble genevois visant à réduire temporairement la production en 2026 (2 300 000 francs pour l'année 2026)³.

Les mesures d'arrachage temporaire et de maintien du vignoble sont prévues pour les années 2026 et 2027. Concernant 2027, les montants nécessaires seront inscrits au budget ordinaire.

Elles poursuivent un objectif commun de stabilisation du marché, de soutien aux exploitations et de préservation du potentiel de production à long terme.

Ces interventions s'inscrivent dans une logique de gestion de crise et répondent à des besoins immédiats, distincts mais complémentaires des investissements structurels visés par la loi 13223.

De 2017 à aujourd'hui, seule l'année 2019 peut être considérée comme « normale » au niveau agricole. Ce dernier épisode viticole, ainsi que les événements de plus en plus fréquents auxquels est confrontée l'agriculture genevoise – qu'ils soient d'ordre climatique (grêle, gel, sécheresse, inondations), biologique (organismes de quarantaine, épizooties) ou économique (baisse de la consommation, fragilisation d'acteurs clés des filières, pression accrue sur les prix) – mettent en évidence la nécessité d'examiner la possibilité de mettre en place, à l'avenir, des instruments d'intervention plus agiles et pérennes.

Afin d'assurer une gestion cohérente et maîtrisée des finances publiques, il est proposé de réduire le montant du crédit d'investissement ouvert par la loi 13223 à hauteur des crédits supplémentaires adoptés par le Grand Conseil pour ces mesures soit 4 100 000 francs. Cette réduction permet de garantir une neutralité financière globale entre les différents instruments mobilisés.

Charges de fonctionnement liées et induites

Cette réduction du crédit va donc impacter à la baisse les intérêts financiers et les amortissements initialement prévus dans la loi 13223 (cf. annexe 3 – Planification des charges et revenus de fonctionnement du projet).

³ Modification du règlement sur la vigne et les vins de Genève, du 20 mai 2009 (RVV; rs/GE M 2 50.05) (*Mesure relative au maintien du vignoble*), du 25 mars 2026 <https://www.ge.ch/document/communique-hebdomadaire-du-conseil-etat-du-25-mars-2026#extrait-43014>

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions de réserver un bon accueil au présent projet de loi.

Annexes :

- 1) *Préavis financier*
- 2) *Planification des dépenses et recettes d'investissement du projet*
- 3) *Planification des charges et revenus de fonctionnement du projet*
- 4) *Tableau comparatif*



RÉPUBLIQUE ET
CANTON DE GENÈVE

PREAVIS FINANCIER

Ce préavis financier ne préjuge en rien des décisions qui seront prises en matière de politique budgétaire.

1. Attestation de contrôle par le département présentant le projet de loi

- ♦ Projet de loi présenté par le département du territoire.

- ♦ Objet :

Projet de loi modifiant la loi 13223 du 23 juin 2023 ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 40 000 000 francs pour financer les investissements en matière d'infrastructures agricoles durables (réduction du crédit).

- ♦ Rubrique budgétaire concernée :

CR 0525 - NAT 5620 « Subventions d'invest. aux communes »

CR 0525 - NAT 5640 « Subventions d'invest. aux entreprises publiques »

CR 0525 - NAT 5650 « Subventions d'invest. aux entreprises privées »

CR 0525 - NAT 5660 « Subventions d'invest. aux OSBL »

- ♦ Politique publique concernée : E - Environnement

- ♦ Coût total du projet d'investissement :

Dépenses d'investissement	-4 100 000 francs
- Recettes d'investissement	0 franc
Investissements nets	-4 100 000 francs

- ♦ Planification pluriannuelle de l'investissement :

(en millions de francs)	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	TOTAL
Dépenses brutes	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.5	-4.1
Recettes brutes	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissements nets	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.5	-4.1

♦ Planification des charges et revenus de fonctionnement liés et induits :

Les tableaux financiers annexés au projet de loi intègrent la totalité des impacts financiers découlant du projet. ☒ oui ☐ non

(en millions de francs)	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Dès 2032
Coûts liés nets	-	-	-	-	-	-	-
Coûts induits nets	-	0.07	0.13	0.20	0.26	0.32	0.39
Coûts nets de fonctionnement	-	0.07	0.13	0.20	0.26	0.32	0.39

♦ Planification financière :

Ce projet nécessite des charges de fonctionnement liées nécessaires à sa réalisation (ces charges n'étant pas comprises dans la demande de crédit du présent projet de loi, elles doivent faire l'objet d'une inscription annuelle au budget de fonctionnement). ☐ oui ☒ non

Les charges et revenus de fonctionnement liés et induits de ce projet seront inscrits au projet du budget de fonctionnement dès 2027. ☒ oui ☐ non

Le crédit d'investissement et les charges et revenus de fonctionnement liés et induits de ce projet sont inscrits au plan financier quadriennal 2026-2029. ☒ oui ☐ non

Autre remarque : -

Le département atteste que le présent projet de loi est conforme à la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat (LGAF), à la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), au modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2) et aux dispositions d'exécution adoptées par le Conseil d'Etat.

Genève, le : 29.04.26

Signature du responsable financier du département investisseur :

Genève, le :

Signature du responsable financier du département utilisateur :

2. Avis du département des finances

Remarque complémentaire du département des finances : -

Genève, le : 29.04.2026

Visa du département des finances :

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J.B.' or similar, written in a cursive style.

N.B. : Le présent préavis financier est basé sur le PL, son exposé des motifs, les tableaux financiers et ses annexes transmis le 29 avril 2026.


2. PLANIFICATION DES CHARGES ET REVENUS DE FONCTIONNEMENT DU PROJET

Projet de loi modifiant la loi 13223 du 23 juin 2023 ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 40 000 000 francs pour financer les investissements en matière d'infrastructures agricoles durables (réduction du crédit)

Projet présenté par le département du territoire									
(montants annuels, en mios de fr.)									
	2026	2027	2028	2029	2030	2031	En 2032		
TOTAL charges liées et induites	0.00	-0.07	-0.13	-0.20	-0.26	-0.32	-0.39		
Charges en personnel [30]	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		
30 Salaires	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		
ETP Nombre Equivalent Temps Plein	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Biens et services et autres charges [31]	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		
Charges financières [34]	0.00	-0.02	-0.02	-0.03	-0.04	-0.05	-0.06		
1.375%									
Amortissements [33 + 366 - 466]	0.00	-0.06	-0.11	-0.17	-0.22	-0.28	-0.33		
Subventions [363 + 369]	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		
Autres charges [30 à 36]	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		
TOTAL revenus liés et induits	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		
Prestations propres sur immobilisations (activation charges de personnel) [43]	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		
Autres Revenus [40 à 46]	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		
RESULTAT NET LIE ET INDUIT	0.00	0.07	0.13	0.20	0.26	0.32	0.39		

Remarques :

Date et signature direction financière (investisseur) :

 2.19.04.16

Date et signature direction financière (utilisateur) :

1. PLANIFICATION DES DEPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT DU PROJET

Projet de loi modifiant la loi 13223 du 23 juin 2023 ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 40 000 000 francs pour financer les investissements en matière d'infrastructures agricoles durables (réduction du crédit)

Projet présenté par le département du territoire

(montants annuels, en mio de fr.)	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	TOTAL
Dépenses d'investissement	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.5	-4.1
Recettes d'investissement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Investissement net	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6	-0.5	-4.1
Bâtiment - Subv. Invest.	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.7
Recettes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Mob. et éqpmts - Subv. Invest.	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.4	-3.4
Recettes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Aucun	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Recettes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Aucun	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Recettes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Remarques :

Date et signature direction financière (investisseur) :

Date et signature direction financière (utilisateur) :

 19.04.16

I

Loi ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 40 000 000 francs pour financer les investissements en matière d'infrastructures agricoles durables (13223) du 23 juin 2023 (Teneur actuelle)	(Nouvelle teneur)	Commentaires
	<p>Art. 1 Modifications La loi 13223 ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 40 000 000 francs pour financer les investissements en matière d'infrastructures agricoles durables, du 23 juin 2023, est modifiée comme suit :</p> <p>Intitulé de la loi (nouvelle teneur) Loi ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 35 900 000 francs pour financer les investissements en matière d'infrastructures agricoles durables</p>	
Art. 1 Crédit d'investissement Un crédit de 40 000 000 francs (y compris TVA et renchérissement) est ouvert au Conseil d'Etat dans le but d'accorder des subventions cantonales d'investissement en vue de financer des infrastructures agricoles durables.	Art. 1 (nouvelle teneur) Un crédit d'investissement de 35 900 000 francs (y compris TVA et renchérissement) est ouvert au Conseil d'Etat dans le but d'accorder des subventions cantonales d'investissement en vue de financer des infrastructures agricoles durables.	Le crédit est réduit de 4 100 000 francs, montant correspondant aux crédits supplémentaires adoptés.
Art. 3 Subventions d'investissement accordées Les subventions d'investissement accordées dans le cadre du présent crédit d'investissement s'élèvent à 40 000 000 francs.	Art. 3 (nouvelle teneur) Les subventions d'investissement accordées dans le cadre du présent crédit d'investissement s'élèvent à 35 900 000 francs.	